



HAL
open science

”Territoires industriels sarthois” : bilan et perspectives.

Jonathan Truillet

► To cite this version:

Jonathan Truillet. ”Territoires industriels sarthois” : bilan et perspectives.. La Lettre de l’OCIM (Office de Coopération et d’Information Muséographique) : Musées, Patrimoine et Culture scientifiques et techniques, 2007, 110, pp.27-33. halshs-00174271

HAL Id: halshs-00174271

<https://shs.hal.science/halshs-00174271>

Submitted on 22 Sep 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« Territoires industriels sarthois » : bilan et perspectives.

Jonathan Truillet
Conservation du patrimoine, Conseil général de la Sarthe

Depuis 2003, le Conseil général de la Sarthe (Pays de la Loire) met en place tous les ans des circuits patrimoniaux qui ont pour ambition de replacer les œuvres et sites visités dans un contexte territorial précis. Nées d'un projet sur les terres cuites, ces manifestations qui sont la plupart du temps gratuites se sont étendues au vitrail et plus récemment au patrimoine industriel sarthois. Leur originalité repose sur la participation active de guides bénévoles formés par le Conseil général. En amont de chacun de ces projets, les équipes du Service Patrimoine et Politiques territoriales réalisent des inventaires préliminaires qui permettent de repérer les éléments les plus significatifs du territoire. Rigueur scientifique et convivialité vont donc de pair pour mettre sur pied des projets patrimoniaux cohérents et ambitieux.

C'est dans ce cadre que l'opération « *Territoires industriels sarthois* » a été mise en place. Cette manifestation d'envergure donne une nouvelle occasion d'évaluer les modalités et les spécificités de la médiation culturelle autour d'un patrimoine « différent » bien que désormais mieux identifié, le patrimoine de l'industrie.

Un préalable indispensable : l'inventaire et l'étude historique.

Les actions menées par le Service Patrimoine et Politiques territoriales se veulent intégrées, c'est-à-dire menant de front l'avancement des études scientifiques sur le territoire départemental et la restitution des résultats de ces travaux au public le plus large. Les circuits réalisés en 2003 autour des terres cuites avaient été pensés comme la suite logique d'une vaste étude thématique initiée par l'Inventaire Général, tandis que ceux relatifs au vitrail étaient fondés sur l'inventaire réalisé en interne par Karine Bergeot¹. Pour mener de front ces deux exigences, le Service a fait le choix de la réalisation d'inventaires thématiques et préliminaires réalisables en quelques mois à l'échelle du département. C'est cette méthode qui a été

appliquée pour l'étude du patrimoine industriel sarthois, grâce à l'appui méthodologique des services centraux de l'Inventaire Général².

Les méthodes utilisées pour la réalisation de cette étude ne s'éloignent donc pratiquement pas des normes élaborées par le Ministère de la Culture. Elles sont cependant intéressantes à analyser car elles reflètent bien les nouvelles attentes des collectivités territoriales en matière d'inventaire patrimonial. Pour chacun des sites industriels étudiés, 26 champs ont été pris en considération pour constituer une base de données. La distinction habituelle entre les bases de données relatives à l'immobilier et au mobilier – en l'occurrence les machines dans le cas du patrimoine industriel – n'a pas été prise en considération dans cette étude. Un champ « machine » à texte libre était cependant attribué pour chaque site étudié. D'autre part, des champs qui n'apparaissent pas dans les normes de l'Inventaire général ont été intégrés, de manière à faire de la base de données un véritable outil de prise de décision en matière de politique patrimoniale. Cinq entrées au total servent à traduire les résultats d'une expertise non pas historique ou architecturale mais purement touristique : accessibilité, aménagement, mise en valeur....

Sur la base d'un premier travail d'archive à partir des déclarations de machines à vapeur ou des statistiques industrielles du XIXe siècle³, 571 sites ayant connus une activité industrielle⁴ antérieure à la seconde guerre mondiale ont été identifiés et documentés d'un point de vue historique. Après recoupage avec les différentes cartes IGN et les prospections sur le terrain, il s'est avéré que 147 d'entre eux étaient encore conservés. Ces éléments architecturaux ou techniques ont fait l'objet d'une campagne photographique et d'un traitement cartographique par les services du Conseil général .

Cet inventaire a permis d'identifier des spécificités territoriales marquantes et de faire sortir de l'ombre des sites méconnus. L'exemple du Perche sarthois est révélateur du marquage territorial fort des traces de l'activité industrielle ancienne. Bénéficiant de ressources forestières et minérales importantes mais de faibles cours d'eau, cette région a vu l'installation à partir du XVIIIe siècle d'une industrie du feu dynamique, à l'image de l'usine métallurgique de Champrond et de la verrerie de Coudrecieux. Ces industries anciennes nous ont légué un patrimoine varié qui emprunte aussi bien à l'architecture vernaculaire des fermes qu'aux nouvelles normes de construction plus rationnelles apparues au cours du XIXe siècle.

Au sud du département, la vallée du Loir concentre quant à elle de nombreux vestiges relatifs à l'industrie papetière. Six papeteries sont encore conservées aujourd'hui. La plus

ancienne, celle de Ponce-sur-Loir, a été construite en partie au XVIII^e siècle. Mais c'est au XIX^e que cette industrie connaît un essor significatif grâce aux investissements de la famille Tonnelier qui possédait pas moins de trois papeteries (La Flèche, Le Lude, Aubigné-Racan). Enfin, la vallée de la Sarthe (Sud-Est du département) conserve des traces d'activités différentes mais qui étaient profondément liées entre elles. Autour d'une rivière canalisée entre 1840 et 1860, de nombreuses industries relatives aux ressources en pierre calcaire se sont développées. La pierre était extraite et sciée dans des marbreries. A défaut elle était transformée en chaux dans des fours dont il reste de nombreuses traces. Leur combustion à plus de 1000 C° était facilitée dès le début du XIX^e siècle par l'utilisation d'anthracite, un charbon extrêmement ductile, extrait dans les mines des alentours. Comme dans le Maine-et-Loire tout proche, ces différentes ressources ont facilité la création d'un système industriel intégré dont il est encore possible d'appréhender les traces aujourd'hui sur le terrain.

Au final, cet inventaire préliminaire permet de réévaluer l'importance de l'histoire de l'industrie en Sarthe. Ce département véhicule l'image d'un territoire rural relativement enclavé. Pourtant, même dans les campagnes les plus isolées on trouve encore les traces d'une activité industrielle plus ou moins complexe. Il ne s'agit pratiquement jamais d'une grande industrie capitaliste mais de petites unités en lien avec la production agricole locale. C'est le cas des tanneries, des minoteries et des laiteries par exemple. Dans les villes, des industries plus conséquentes ont laissé des témoignages architecturaux beaucoup plus conséquents, à l'image de la manufacture de tabacs du Mans par exemple⁵.

Une approche originale de la valorisation.

Le projet de valorisation est né de cet inventaire préliminaire. Il a pris principalement la forme de cinq circuits de visite récurrents permettant de découvrir vingt quatre sites remarquables et d'une quinzaine de manifestations ponctuelles organisés pendant l'été 2006. Comme son titre l'indique, ce projet insiste particulièrement sur la notion de territoire. Il a d'ailleurs été monté en partenariat avec les cinq Pays qui composent le département de manière à constituer des circuits respectant les particularités locales. C'est au moment du choix des sites qui devaient composer les circuits que l'inventaire patrimonial a pris tout son sens. En effet, ce travail de fond préalable a permis d'éviter de choisir systématiquement les

exemples les plus célèbres aux dépens de sites plus inattendus mais qui composent l'identité industrielle de ce territoire. Le Pays du Perche Sarthois s'est ainsi penché sur les industries du feu, celui de la Haute Sarthe et d'Alençon sur le domaine de la mode et de la confection, celui de la Vallée du Loir sur les papeteries, celui du Mans sur les traces de la seconde révolution industrielle et enfin celui de la Vallée de la Sarthe sur les industries d'extraction. Plus que pour n'importe quel autre type de patrimoine, cette approche territoriale apparaissait comme essentielle tant il est vrai que le développement industriel passé était avant tout fondé sur des logiques géographiques.

Au-delà de cette approche territoriale, l'originalité de ce projet réside dans la mobilisation conjointe des ressources bénévoles et professionnelles du département. Ces deux dynamiques différentes mais complémentaires ont été le fer de lance de cette proposition culturelle.

Il faut noter ici l'importance de l'association « Les amis de Louis Simon ». Elle gère depuis 2000 la formation de guides-habitants, créée en 1996 dans le cadre du CUEP (Centre universitaire d'éducation permanente) de l'Université du Maine. Cette formation s'adresse à toute personne qui souhaite participer à la valorisation du patrimoine local et qui cherche à se former dans le but d'assurer des visites bénévoles. Le Conseil général de la Sarthe a très vite pris conscience de l'importance de cette ressource et s'est associé à ce projet dès qu'il a été question des premiers circuits thématiques en 2003. Par le budget (somme ?) qu'elle alloue et par les compétences scientifiques qu'elle met à disposition, la collectivité territoriale est parvenue à ancrer dans la continuité cette démarche associative innovante. Elle pérennise ainsi la motivation d'une quarantaine de personnes qui souhaitent s'investir. Leur profil est on ne peut plus divers. A côté d'enseignants en activité ou à la retraite, on trouve également des agriculteurs, des employés ou des chefs d'entreprise. Cette diversité est un des éléments explicatifs du succès des propositions patrimoniales mises en œuvre. Elle permet de s'adapter à des publics très divers, en créant une certaine proximité sociale qui fait parfois défaut dans la médiation culturelle.

Le bénévolat est une chance pour le patrimoine, à condition qu'il soit strictement encadré par des professionnels qualifiés. Dans le cadre de l'opération « Territoires industriels sarthois », le Conseil général a donc fait appel à un certain nombre de spécialistes de la question. Des historiens et des conservateurs du patrimoine ont été associés à ce projet pendant toute l'année. La plupart sont intervenus dans la formation de manière à sensibiliser les guides aux spécificités du patrimoine industriel (Louis André de l'Université de Rennes,

Anne Henry du Musée d'Art et d'Industrie de Saint-Etienne et Bénédicte Rolland-Villemot du Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée) ou pour revenir sur l'histoire des spécificités territoriales (Philippe Cayla de l'Université d'Angers, spécialiste du patrimoine minier et fluvial). Tous ont participé à la publication d'un cahier de 32 pages « La Sarthe, Terre d'industrie », pensé dès le départ comme un outil de présentation des richesses du patrimoine industriel du département auprès d'un large public et vendu à 1500 exemplaires pendant l'été 2006.

Le montage de cette opération a nécessité un an et demi de travail. Après six mois consacrés à l'inventaire préliminaire, un processus de sélection des sites à intégrer dans le programme a été mis en œuvre et définitivement arrêté à la fin de l'année 2005. Les six premiers mois de l'année 2006 ont permis de négocier avec les propriétaires pour obtenir leur accord, de réaliser les séances de formation des guides et de réfléchir à la stratégie de communication et à la politique éditoriale que le Conseil général souhaitait concevoir autour de cette opération.

D'un point de vue financier, il faut souligner que l'avantage de ce type de projet est d'être peu onéreux car les coûts de fonctionnement sont faibles. L'ensemble repose en effet sur la bonne volonté des propriétaires qui acceptent de faire visiter gratuitement leur site et sur le dévouement des guides bénévoles quelques journées pendant l'été. Grâce à cette stratégie, le Conseil général peut mettre en œuvre une actualité culturelle de premier plan pendant la période estivale à moindre frais. Les coûts les plus importants concernent la communication et la pose systématique d'une signalétique trilingue.

Le patrimoine industriel : une demande sociale en Sarthe ?

Les professionnels ont coutume de rappeler la dimension sociale et identitaire de la valorisation patrimoniale. Or force est de constater que dans ce département rural qu'est la Sarthe, le patrimoine industriel n'était pas à priori au centre des attentes de la population locale. D'autre part, certains sites présentaient des conditions de visites parfois difficiles, tant du point de vue du confort que de la facilité de compréhension des vestiges conservés. Ces conditions qui hypothéquaient sérieusement les chances d'un réel succès public, rendent d'autant plus surprenants les très bons chiffres d'affluence. L'enjeu était de taille car les circuits 2005 autour de la Guerre de Cent Ans avaient déjà attiré un nombre considérable de visiteurs.

Les différentes manifestations de l'année 2006 ont été suivies à chaque fois par 70 personnes en moyenne. Le premier circuit du mois de juillet a débuté modestement avec 30 personnes environ, mais certains ont connu un succès inattendu avec plus de 100 personnes au rendez-vous. Ce bilan est donc positif mais aussi quelque peu étonnant. Il prouve bien que la valorisation du patrimoine technique ne se justifie pas seulement dans les anciennes régions industrielles, et qu'elle peut trouver sa place dans des départements de tradition rurale et marqués par une industrialisation diffuse, où la demande sociale autour de ce patrimoine existe bel et bien.

Reste encore à qualifier cette demande, à en cerner précisément les attentes pour comprendre ce qui est réellement en jeu dans cette réappropriation collective du patrimoine industriel. Lors du circuit du 8 juillet 2006 par exemple, il était proposé au public de rentrer pour la première fois dans la manufacture de Crousilles, une remarquable filature du XIXe siècle reconvertie en usine de caoutchouc par l'inventeur de la célèbre Rustine⁶. Le commentaire de la visite était principalement axé sur l'histoire et l'évolution des types de l'architecture industrielle au XIXe siècle, particulièrement bien visibles à Crousilles. Malgré une présentation de l'histoire de l'implantation de l'entreprise Rustin sur place dans les années 1930, l'enquête réalisée auprès du public⁷ a montré à quel point les visiteurs étaient restés frustrés de ne pouvoir observer les chaînes actuelles de fabrication des produits en caoutchouc, ce qui n'était absolument pas envisageable pour des raisons de secret industriel et de sécurité.

Ici apparaît certainement une des principales contradictions de la valorisation de ce patrimoine complexe : les visiteurs s'intéressent-ils à l'histoire et à l'architecture industrielle ou bien souhaitent t'ils seulement voir ce qui est caché dans ces vieux ateliers réaménagés, c'est-à-dire le processus industriel contemporain ? Il semble bien effectivement que le public vient d'abord pour voir les hommes actuellement au travail, comme en témoigne le succès de l'opération « Et Voilà le travail » réalisée l'année dernière par l'Office de tourisme de l'Oise. D'ailleurs se sont les circuits qui intégraient ce type de proposition, comme celui de la Haute-sarthe avec la tannerie de Vivoin qui travaille pour les plus grands noms de la mode, qui ont eu le plus de succès.

Cette focalisation excessive sur le contemporain a parfois été involontairement accentuée par l'attitude même des chefs d'entreprises qui se sont personnellement investis dans ce projet en faisant visiter eux-mêmes leur société par exemple. L'expérience a permis

de constater à plusieurs reprises que ces derniers n'ont pas toujours conscience de la dimension historique de leur usine ou des bâtiments anciens qu'ils occupent parfois depuis seulement quelques années, en raison des restructurations récentes du tissu industriel local. Ces dirigeants ont alors naturellement tendance à transformer les circuits patrimoniaux en simple visite d'entreprise, qui si elle peut avoir un intérêt pédagogique évident dans un autre contexte, ne faisait pas partie des objectifs initiaux de ce programme. Pour les professionnels du patrimoine, tout l'enjeu consiste donc à profiter de la curiosité initiale du visiteur pour aller plus loin en lui faisant appréhender la profondeur historique cachée derrière ce savoir-faire et ces techniques contemporaines.

Néanmoins, il importe également d'être sensible aux demandes réelles et premières du public de ce genre de manifestation, pour éviter de se trouver en complet décalage avec ses attentes légitimes. Le contenu du discours pendant les visites est une bonne illustration de la nécessaire adaptation à cette demande culturelle réelle. Les circuits qui ont le moins bien fonctionnés en terme d'attention du public sont ceux qui ont trop largement insisté sur l'histoire des techniques. La majeure partie des gens reste hermétique à ces considérations alors qu'on mobilise beaucoup plus l'attention des visiteurs en évoquant l'histoire sociale et les anecdotes propres à un site industriel. Ce constat n'est pas sans poser un certain nombre de problèmes en terme de médiation culturelle, car bien souvent la compréhension fine de l'architecture industrielle passe par l'étude des techniques de production. Ainsi les papeteries du Loir doivent leur forme particulière aux solutions techniques mises au point par l'ingénieur hydraulicien Charles Callon, chargé par Joseph-Claude Tonnelier de moderniser ses installations énergétiques pendant les années 1850.

La demande sociale autour de ce patrimoine est donc réelle mais elle reste volatile. Incontestablement, le public s'intéresse de plus en plus à l'héritage technique, à ce savoir-faire industriel passionnant à plus d'un titre. Néanmoins, il a encore à peine conscience de la valeur historique de certains des bâtiments qui abritent ces activités. Si l'Etat ou les collectivités territoriales veulent pérenniser et accentuer leur politique de protection du patrimoine industriel dans l'avenir, il conviendra avant toute chose de continuer à sensibiliser le public sur cette question.

Notes.

¹ Karine Bergeot est chargée de la valorisation du patrimoine au Conseil général de la Sarthe. Elle prépare un doctorat sur l'histoire des vitraux sarthois au XIXe siècle à l'Université du Maine.

² Nous souhaitons particulièrement remercier Catherine Chaplain, coordinatrice à la DAPA des inventaires sur le patrimoine industriel au niveau national, dont l'aide a été indispensable.

³ Concernant la recherche en archives sur le patrimoine industriel : Chaplain C, *Les sources du patrimoine industriel*, Paris : Editions du Patrimoine, 1999, 96 p

⁴ La question de la définition des limites de l'étude est cruciale dans ce type d'inventaire. Selon les critères de l'Inventaire Général, ont été reconnus comme site ayant connus une activité industrielle les entreprises de plus de 5 salariés, vendant leur production au-delà des limites du canton.

⁵ Pour une synthèse plus détaillée des résultats de cet inventaire : Truillet J, *Paysages de l'industrie en Sarthe*, 303, art, recherche et création, n°91, juillet 2006, pp 48-55.

⁶ Truillet J, *Crousilles : du coton au caoutchouc*, Archéologie industrielle en France, n°46, 2005, pp 10-17.

7

Bibliographie indicative:

André L, Cayla P, Fournier L, Rolland-Villemot B, Truillet J , *La Sarthe terre d'industrie*, Le Mans : Editons de la Reinettes-Conseil général de la Sarthe, Collection Les rendez-vous du patrimoine, 2006, 32 p.

André L, Les papeteries sarthoise, 303, art, recherche et création, n° 31, 1991, pp 15-24.

Auffret M, *L'industrie : les limites de la révolution industrielle dans la Sarthe*, p 296-407, in Lévy André [dir], *La Sarthe des origines à nos jours*, Saint Jean d'Angély : Editions Bordessoules, 1983, p 296-407.

Belhoste J-F, *La métallurgie du Maine de l'âge du fer au milieu du XXe siècle*, Paris : Editions du Patrimoine, 2003, 408 p.

Fièvre L, *Les manufactures de tabacs et d'allumettes : Morlaix, Nantes, Le Mans et Trélazé*, Rennes : Presse Universitaire de Rennes, Collection Art et Société, 2002, 296 p.

